

Intervention Mme HAI, France

Messieurs des délégués régionaux,

Mes chers collègues,

Je remercie les différents intervenants pour la qualité de leur exposé.

Je souhaiterais faire quelques observations très modestement après la qualité des experts que nous avons écouté **ce matin.**

L'intitulé de ce panel, abordant les « perspectives d'avenir » interroge dans le contexte actuel où nous vivons deux guerres terribles et des tensions d'une violence intense, alors que notre génération avait pensé ne plus jamais en vivre.

Il est difficile en effet de se projeter sur l'avenir alors que l'actualité nous enseigne chaque jour que nous n'avons pas retenu les leçons du passé.

Les guerres, l'échec des processus de paix, la crise aiguë du multilatéralisme, l'isolement des États dans un contexte généralisé de peur au sein des opinions publiques sont autant de facteurs qui nous incitent à

avoir beaucoup d'humilité dans l'étude des perspectives d'avenir.

l'humilité qui nous incombe ne doit pas nous faire renoncer à l'humanisme qui est très fort au sein de toutes les cultures du monde et dont les parlementaires de la francophonie en sont des relais précieux.

Cet humanisme est celui qui a fondé l'espérance de la paix d'hier**, et demeure la boussole pour la paix de **demain**.**

L'humanisme et le droit, sont deux repères lumineux que nous devons garder dans le contexte sombre que nous traversons.

Et ce d'autant plus que les remises en cause de la démocratie que nous vivons actuellement sont une manière de revisiter l'histoire et de remettre en cause l'ordre international actuellement en vigueur.

Les conflits que nous connaissons sont pour beaucoup nés du non-respect des engagements passés signés lors de négociations et d'accords laborieusement obtenus par la communauté internationale.

On le voit avec les tensions entre le Kosovo et la Serbie, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui portent, entre autres, sur la question des frontières et de l'intégrité des territoires.

Le droit légitime des peuples à disposer d'un territoire et d'un Etat a plus d'une fois été malmené. Quand ce droit est malmené, cela conduit au pire et nous le voyons **aujourd'hui au Proche Orient.**

Nous assistons aussi ces dernières années à l'instrumentalisation des flux migratoires, à la privatisation des armées, à la politisation du contrôle des technologies sensibles, au recul des libertés démocratiques.

Tous ces facteurs contribuent à déstabiliser l'équilibre mondial dans lequel nous vivons depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'Europe est de plus en plus seule dans un monde de plus en plus dangereux et instable où certaines puissances comme la Chine, les Etats-Unis, la Russie, mais d'autres aussi se soucient plus de préserver leurs intérêts fondamentaux que de chercher à préserver les instances internationales comme les Nations unies et leurs méthodes de régulation de la violence.

Désormais le non-recours à la force qui constitue le fondement même de la Charte des Nations unies n'est plus la règle. La Russie, a récemment fait usage de la force sans autorisation du Conseil de sécurité comme l'ont fait avant elle les Etats-Unis en Irak en 2003.

Le résultat est un affaiblissement indiscutable de l'Organisation des Nations Unies d'une manière générale et plus particulièrement s'agissant de la résolution des conflits. Le monde est sans règles et sans gendarme pour les faire respecter.

Les causes sont nombreuses, je citerai par exemple l'obsolescence de l'architecture institutionnelle héritée de la Seconde Guerre mondiale, l'inclusion fragile des acteurs non étatiques dans la gouvernance mondiale, les salves menées par les gouvernements néo populistes cultivant une allergie à l'égard des institutions multilatérales, ou encore bien sûr les tensions entre grandes puissances.

Au milieu de tout ça, l'Europe doit se retrouver une diplomatie. C'est-à-dire redevenir une force de paix.

Pourquoi ?

Parce que la peur est, malheureusement, la grande actrice du monde d'aujourd'hui. On l'a vu, sur le plan géopolitique, depuis le 11 septembre et les nombreux conflits qui ont suivi, jusqu'à récemment la guerre en Ukraine et au proche orient.

La peur est aussi au cœur de la vie de chacun d'entre nous : terrorisme, insécurité, immigration... On a peur de l'avenir et, trop souvent, on a peur de l'autre.

Nous sommes confrontés à des défis extrêmement graves et nous avons souvent peur de les nommer, parce que nous avons peur d'amplifier la peur.

De ce fait-là, nous nous privons de la capacité à nous attaquer au mal tel qu'il est.

En France nous pensons sincèrement que la Francophonie a un rôle à joué dans la gouvernance mondiale. »

La Francophonie dispose d'une réelle légitimité à exercer un « magistère moral », en tant que dynamique vouée historiquement à la connaissance mutuelle des cultures et à la promotion d'une langue en tant que vecteur de coopération entre ses membres.

Enfin, certes l'APF n'est pas en mesure de régler ces crises, néanmoins les parlementaires francophones du Nord et du Sud doivent exercer pleinement leurs prérogatives en matière de diplomatie parlementaire,

déployer tous les efforts possibles, plaider sans relâche pour soutenir et défendre un certain nombre de principes démocratiques afin d'éviter un embrasement généralisé dans certaines zones géographiques.

L'APF le fait déjà en faisant travailler au cas par cas à la résolution de crises des parlementaires du Nord et du Sud lors des missions bons offices. Les coalitions d'acteurs régionaux francophones dans le cadre de l'APF pourraient être une solution pour se mettre autour de la table afin de discuter et structurer un dialogue Nord-Sud sur la question de la sécurité mondiale.

En cela c'est une force pour le multilatéralisme et la diplomatie culturelle, qui tient une place pleine et entière aux côtés de la diplomatie traditionnelle.

Je vous remercie pour votre écoute.